

outre que le chef du parti réformiste, l'hon. président du conseil, s'était presque trouvé seul dans cette chambre en 1860 pour repousser l'introduction du principe électif. Je n'ai pas d'autre désir, M. l'ORATEUR, que de voir s'établir cette union sur des bases justes et équitables ; or, je pense que nous atteindrons ce but en adoptant le mode proposé, de faire assumer au gouvernement central les dettes dont chaque province est responsable, au taux de \$25 par tête. Je regrette néanmoins que l'on ait fixé à un chiffre aussi élevé que 80 centins par tête, la subvention accordée aux législatures locales, car je crains que le revenu sera si considérable, ajouté aux revenus provenant des sources locales, que le surplus disponible, après paiement des dépenses du gouvernement, pourra induire les gouvernements à se lancer dans des extravagances qui ont tant compromis notre passé et pourraient, sous ce système, compromettre également notre avenir. J'ai fait des recherches très-minutieuses, M. l'ORATEUR, pour constater quelle sera la position probable du Haut-Canada en vertu de l'arrangement que l'on propose, et je trouve que ses revenus et dépenses seront approximativement comme suit :—

REVENU.

Honoraires judiciaires.....	\$100,000
Fonds d'emprunt municipal.....	180,000
Fonds de construction, H. O.....	30,000
Fonds des écoles de grammaire....	20,000
Terres de la couronne.....	280,000
Fonds de l'éducation.....	8,000
Travaux publics.....	64,000
Subvention à 80 centins.....	1,117,000
Autres sources.....	32,000
	<hr/>
	\$1,831,000

DÉPENSE.

Administration de la justice.....	\$275,000
Éducation.....	265,000
Sociétés scientifiques et littéraires..	10,000
Hôpitaux et maisons de charité....	43,000
Sociétés d'agriculture.....	56,000
Prisons, du fonds de construction...	32,000
Chemins et ponts.....	75,900
Administration des terres de la couronne.....	75,000
Intérêt des obligations excédant l'actif.....	225,000
Intérêt sur la dette assumée.....	150,000
Balance disponible.....	625,000
	<hr/>
	\$1,831,000

Dans cet aperçu, je n'ai pas mentionné le fonds des municipalités, vu que les recettes sont distribuées l'année suivante entre les municipalités. Portant la dépense du gouvernement local à \$150,000, nous avons une balance de \$475,000 par année pour les besoins locaux. Je considère cette subvention comme beaucoup trop élevée, et j'espère encore qu'on en diminuera le chiffre (Écoutez !) Mon hon. ami de North Ontario, partant de l'hypothèse que les provinces maritimes contribueront un cinquième du revenu de la confédération, et que la balance sera fournie par les Canadas, dans la proportion relative de deux piastres pour le Haut-Canada, et une piastre pour le Bas, cherche à asseoir son argumentation sur cette supposition pour démontrer que chaque nouveau représentant acquis au Haut-Canada, coûtera \$17,000. Or, M. l'ORATEUR, je suis d'avis que quand l'union sera accomplie et que les droits auront été répartis également, cette objection disparaîtra au moins jusqu'à un certain point, car il est bien avéré que les provinces maritimes consomment beaucoup plus par tête, d'articles importés, que nous n'en consommons ici. Mais si l'on étend ce principe aux affaires de canton et de comté, les cantons les plus riches auront droit à des appropriations calculées d'après la somme qu'ils fournissent au revenu du comté. Or, cela est un principe qui n'a jamais été admis ni en théorie ni en pratique. Mais, comme il était nécessaire d'établir une base pour prélever les fonds nécessaires aux dépenses des gouvernements locaux sans les forcer à recourir à la taxe directe, je crois que le principe de calculer d'après la population n'est pas injuste. (Écoutez !) Mais on prétend que le Haut-Canada contribue déjà dans cette proportion et qu'il paiera une somme trop élevée dans la confédération. A cela, je réponds que si la proportion que paient le Haut et le Bas-Canada est juste, et que si la subvention est calculée sur le revenu et non sur la population, cet argument est juste. Mais voyons si l'arrangement proposé pour la distribution des deniers publics n'est pas une grande amélioration apportée à notre système actuel. Le Haut-Canada s'est constamment plaint de ce que, dans cette distribution, on ne tenait compte ni du revenu ni de la population. D'après le système actuel, la subvention de 80 centins par tête, soit \$2,005,103, est été partagée également entre les deux provinces :